JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 59 (1918), p. 61-78

<http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1918__59__61_0>

© Société de statistique de Paris, 1918, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (http://www.numdam.org/conditions). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
http://www.numdam.org/

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 3. — MARS 1918

I

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 20 FÉVRIER 1918

SOMMAIRE

OUVERTURE DE LA SÉANCE PAR M. EUGÈNE D'EICHTHAL, PRESIDENT.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DES 19 DÉCEMBRE 1917 ET 16 JANVIER 1918.

NÉCROLOGIE.

NOMINATION ET PRÉSENTATION DE MEMBRES TITULAIRES.

COMMUNICATIONS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET PRÉSENTATION D'OUVRAGES.

COMMUNICATIONS DU TRÉSORIER ET DU RAPPORTEUR DE LA COMMISSION DES FONDS ET ARCHIVES.

COMMUNICATION DE M. ALFRED NEYMARCK : « LES MILLIARDS DE LA GUERRE. »

OUVERTURE DE LA SÉANCE PAR M. EUGÈNE D'EICHTHAL, PRÉSIDENT

La séance est ouverte à 17h 45, par M. Eugène D'EICHTHAL, président.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DES 19 DÉCEMBRE 1917 ET 16 JANVIER 1918

M. le Président met aux voix l'adoption du procès-verbal de la séance du 19 décembre 1917, inséré dans le Journal de janvier. Ce procès-verbal est adopté sans observations. Il fait connaître ensuite que la Maison Berger-Levrault n'a pu, cette fois encore, faire parvenir à temps le Journal de février, dans lequel est inséré le procès-verbal de la séance du 16 janvier 1918. Ce procès-verbal ne pourra donc être soumis à l'approbation de la Société qu'à la séance de mars 1918.

NÉCROLOGIE

M. le Président fait part à la Société du décès de notre collègue, M. Armand BOUTILLIER, secrétaire général de la Compagnie du Nord. Une notice nécrologique lui sera consacrée dans un prochain numéro du Journal.

NOMINATION ET PRÉSENTATION DE MEMBRES TITULAIRES

M. le Président met aux voix la candidature de M. CHEVALIER, directeur de l'Office national des valeurs mobilières, présenté à la dernière séance par

MM. Barriol et R.-G. Lévy. Cette candidature est acceptée à l'unanimité, et M. Chevalier est nommé membre titulaire.

M. le Président annonce qu'il a reçu les demandes d'admission suivantes au titre de membre titulaire :

M. Bertin, inspecteur principal adjoint de l'Exploitation à la Compagnie du Chemin de fer du Nord, secrétaire du Chemin de fer sous-marin entre la France et l'Angleterre, 4, rue de Compiègne (X^e^), présenté par MM. Yves-Guyot et R.-G. Lévy;

M. Henri Balu, membre de l'Institut des Actuaires français, licencié ès sciences mathématiques, actuaire pour l'Europe de l'Équitable des États-Unis, 75, rue Kléber, à Montreuil-sous-Bois (Seine), présenté par MM. Barriol et Clamagirand;

M. le comte de La Révelière, 101 *bis*, rue du Ranelagh (XVI^e^), présenté par MM. R.-G. Lévy et Magnan;

M. Marc-Edw. Barry, 35, rue Victor-Massé (IX^e^), présenté par MM. R.-G. Lévy et Henri Hauser;

M. René Franck, docteur en droit, 26, rue du Luxembourg (VI^e^), présenté par MM. Fernand Faure, Barriol et R. G. Lévy;

M. du Marousseм, président de la Société d'Économie sociale, 16 *bis*, rue de Londres (IX^e^), présenté par MM. Barriol et Brochu.

Conformément à l'usage, il sera statué sur ces canditatures à la séance de mars 1918.

COMMUNICATIONS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET PRÉSENTATION D'OUVRAGES

M. le Secrétaire général annonce qu'il a reçu pour la Société un certain nombre d'ouvrages parmi lesquels il cite :

Suède. — Industrie minière. 1916.
Commerce extérieur de la Suède pour 1915.
Mouvement de la population en 1914.
Le Service de Santé dans la marine. 1916-1917.
Statistique des causes de décès en 1913.
Statistique agricole pour 1914.
Ponts et chaussées. Travaux publics. 1916.

Danemark. — Annuaire statistique pour 1917.

Norvège. — Sociétés d'assurances. 1915.
Rapport sur les lépreux. 1911-1915.
Élections en 1916 pour les conseils communaux et municipaux.
Statistique postale pour 1916.
Statistique de la justice criminelle. 1913-1914.
Tableaux des successions, des faillites et des biens pupillaires. 1915.

Japon. — Annuaire financier et économique pour 1917.

Italie. — Commune de Milan. Annuaire statistique. 1916.

Canada. — Volume II (Recensement de 1911). Religions, origines.

France. — Statistique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur en France et en Algérie. 1913.

République Argentine. — Annuaire du Commerce français, édité par les soins de la Chambre de Commerce française de Buenos-Ayres.

Il fait une mention spéciale de ce dernier livre et de deux ouvrages de nos collègues : *La Gestion financière et économique de Joseph Bonaparte en Espagne*, de M. André Barthe, et *Les Mouvements de la population en Italie depuis et après la guerre mondiale*, de M. Maurice Dewavrin, dont ce dernier a bien voulu mettre dix exemplaires à la disposition des membres de la Société. Il ajoute qu'il espère que M. Girard voudra bien analyser l'Annuaire du Japon.

COMMUNICATIONS DU TRÉSORIER ET DU RAPPORTEUR DE LA COMMISSION DES FONDS ET ARCHIVES

M. le Président donne la parole à M. MATRAT, trésorier, pour présentation à la Société du bilan au 31 décembre 1917, des comptes de l'exercice écoulé et du budget de prévisions pour 1918 (Voir annexe A).

M. DELAMOTTE présente ensuite le rapport inséré en annexe B au présent procès-verbal et conclut à l'approbation des comptes et du projet de budget pour 1918.

M. le Président adresse ses remerciements au trésorier et au rapporteur et met ensuite aux voix les conclusions de la Commission, lesquelles sont acceptées à l'unanimité.

COMMUNICATION DE M. ALFRED NEYMARCK : « LES MILLIARDS DE LA GUERRE »

M. le Président donne la parole à M. NEYMARCK pour le développement de sa communication.

M. NEYMARCK passe en revue au point de vue statistique les grands événements financiers survenus depuis le commencement de la guerre. Cette statistique détaillée s'appuie sur des documents officiels auxquels elle se réfère en en indiquant les sources. M. Alfred NEYMARCK passe successivement en revue les demandes de crédit depuis août 1914, le montant de la dette flottante, la situation de la trésorerie, la provenance des capitaux empruntés ou mis à la disposition du Trésor. Il montre la situation financière et économique d'avant-guerre, le montant des budgets et des épargnes : il fait la comparaison du budget de 1869 avec celui de 1914 avant-guerre, du capital et du revenu des titres mobiliers à ces époques; il indique l'abondance des capitaux sans emploi avant la guerre, les dépôts de fonds et détaille la situation annuelle de plusieurs grands établissements de crédit depuis 1880.

Puis la guerre éclate, M. Alfred NEYMARCK montre alors le resserrement des capitaux, les retraits de fonds, l'effet du *moratorium*, puis il indique les modifications survenues peu à peu dans l'état d'esprit du public; il parle de l'émission des bons de la Défense nationale dont il avait pris l'initiative de recommander la création dès le début de la guerre (1); il indique, avec chiffres à l'appui, la reconstitution progressive des disponibilités de l'épargne et des placements faits en bons de la Défense, en obligations de chemins de fer, en obligations du Crédit Foncier et obligations industrielles; il rappelle le montant des versements en or effectués à la Banque de France, le développement de son encaisse or, grâce à la sage et prévoyante ligne de conduite de cette grande institution, les ventes de titres à l'étranger, les prêts de titres étrangers à l'État et fait le rapprochement de ce qui s'était fait au point de vue des ressources du crédit pendant la guerre de 1870 et aujourd'hui.

Dans la seconde partie de sa communication, M. Alfred NEYMARCK parle du rôle de l'État, gros acheteur et consommateur de capitaux, et de l'influence qu'il exerça sur le mouvement des capitaux en rendant disponibles. sous forme d'espèces, des marchandises, des stocks et des productions diverses. Il parle de la Banque de France, du développement de ses opérations, des services qu'elle a rendus, du mouvement des principaux chapitres de ses bilans, encaisse, circulation des billets, etc... Il montre le produit pour le Trésor des emprunts 5 % et 4 % effectués, de ceux qu'ont procurés les opérations de crédit à l'étranger et les recettes fiscales; il résume ces statistiques par un examen des dépenses permanentes et des recettes permanentes budgétaires des impôts présents; et des futurs « impôts conjugués ».

---

(1) *Rentier* du 13-17 août 1914 : « Courage et Confiance. — Les Bons de la Défense Nationale à courte échéance et à intérêt rémunérateur. »

Passant ensuite en revue les dépenses et la dette publique en Angleterre et aux États-Unis, il dresse un état des finances des pays ennemis et des pays alliés et montre la situation de leurs budgets, dettes, avant-guerre et aujourd'hui.

Dans la troisième partie de sa communication, M. Alfred NEYMARCK compare à cinquante ans de date les dettes publiques européennes, les encaisses et la circulation des banques d'émission. Il fait une évaluation approximative de la dépréciation des titres mobiliers depuis la guerre et rappelle notamment ce que la guerre de 1870 avait coûté par opposition avec ce que coûte la guerre actuelle. Sa conclusion est un appel à la statistique et aux statisticiens pour les travaux qu'il leur faudra effectuer, le rôle important qu'ils auront à remplir, et conclut en affirmant la confiance inébranlable que nous devons conserver sur la victoire finale, compensatrice, libératrice, réparatrice.

« L'œuvre des statisticiens commence, dit M. Alfred NEYMARCK et ils auront à revoir de près les statistiques anciennes et à vérifier et à en établir de nouvelles.

« Je me bornerai cependant, dit-il, à donner ce soir quelques gros chiffres en bloc qui sont véritablement vertigineux :

« 1° Il y a un demi-siècle, en 1866, les dettes publiques européennes se chiffraient par 66 milliards;

« 2° Il y a trente ans, en 1885-1887, les dépenses militaires européennes s'élevaient à 4 milliards 628 millions. En 1912, deux ans avant la guerre, elles réclamaient plus de 10 milliards (1).

« Aujourd'hui, dans tous les pays belligérants, les dépenses mensuelles pour la guerre doivent atteindre et même dépasser 20 milliards, en comptant seulement les dépenses qui apparaissent au grand jour et sont officiellement annoncées;

« 3° En 1885-1887, le capital nominal des recettes publiques européennes s'élevait à 117 milliards 112 millions.

« L'intérêt et l'amortissement exigeaient 5 milliards 343 millions.

« En 1914, avant la guerre, le montant total des dettes publiques européennes s'élevait de 150 à 160 milliards et exigeait comme intérêt et amortissement de 6 à 7 milliards.

« Aujourd'hui, après quarante mois de guerre, ces chiffres formidables sont minuscules. L'intérêt seul des dettes publiques ne doit pas s'éloigner de 60 milliards et le capital de 1.000 milliards!

« 4° En 1912, l'encaisse or des banques d'émission européennes s'élevait à 12 milliards 836 millions et l'encaisse argent à 2 milliards 505 millions, soit au total à 15 milliards 336 millions comme encaisse métallique.

« La circulation fiduciaire, fin 1912, se chiffrait par 25 milliards 173 millions.

« L'excédent de la circulation du papier était de 9 milliards 437 millions sur les encaisses métalliques.

« Aujourd'hui, la circulation fiduciaire, en billets de banque, sans parler des chiffons de papier ou billets de mont-de-piété que l'Allemagne a employés et emploie, a presque triplé et ne doit guère s'éloigner de 80 à 90 milliards, tandis que les encaisses métalliques, sauf aux États-Unis et dans plusieurs pays neutres, sont restés stationnaires ou ont diminué;

« 5° Pour faire face aux dépenses de la guerre déchaînée par le Kaiser et ses tristes alliés, l'Europe a eu recours à tous les moyens de crédit : emprunts, impôts, billets de banque, etc.; toutes les formes imaginables et inimaginables d'appels aux capitaux ont été adoptées.

« On a entassé Pélion sur Ossa, c'est-à-dire des échafaudages de papiers divers sur d'autres échafaudages;

« 6° Les dépenses de guerre des pays alliés, France, Grande-Bretagne, Italie,

---

(1) Voir notre dixième rapport sur la *Statistique internationale des valeurs mobilières* présenté à l'Institut international de Statistique (14e session de Vienne, 1913).

Russie, Belgique, Portugal, Serbie, Japon, coûtent en un mois plus que ces pays n'avaient dépensé depuis qu'ils existent;

« 7° A la fin de 1908, le total des titres mobiliers négociables dans le monde pouvait se chiffrer par 525 milliards; fin 1912, par 800 milliards (1). Dans tous les pays du monde, la dépréciation de l'ensemble de cette fortune mobilière, ou, pour parler plus exactement, la baisse de leur prix vénal n'est pas moindre du tiers, soit 266 milliards. Les charges annuelles d'intérêt et d'amortissement (en supposant qu'un amortissement puisse être effectué) atteignent maintenant, si elles ne le dépassent, le montant total du capital des dettes publiques avant la guerre.

Ce que la guerre de 1870 nous a coûté.

« Notre pays, Dieu merci, a pu supporter sans fléchir des emprunts et des impôts, charges qui s'ajoutent à celles qui proviennent des grandes guerres d'autrefois.

« A elle seule, la guerre de 1870 a coûté :

« D'après M. Mathieu Bodet, 9.820.643.000 francs, plus 66.390.000 francs de revenus annuels provenant de l'Alsace-Lorraine (2).

« D'après Léon Say, 11.471.411.661 francs (3).

« D'après Jules Roche, 11.075.968.408 francs ou 10.880.185.189 francs (4).

« D'après Georges Cochery, 15 milliards (5).

« M. le sénateur Boulanger, dans son rapport de 1891, calculait qu'en vingt-deux ans, de 1870 à 1891, avec les annuités diverses évaluées en capital il avait été emprunté 17 milliards 701 millions, somme égale à la totalité de la dette depuis le commencement du siècle.

« Que dirait-il aujourd'hui? Il constaterait que les deux seuls emprunts 5 % de 1915 et 1916 ont produit 22 milliards; que l'emprunt 4 % a produit 10 milliards, que les bons de la Défense nationale ont fourni au Trésor plus de 20 milliards et que notre pays a trouvé les capitaux dont il a eu besoin.

« La conclusion qui se dégage de cette simple constatation est la même que celle que Léon Say formulait en terminant son *Rapport sur le paiement de l'indemnité de guerre à l'Allemagne*, présenté à l'Assemblée nationale le 5 août 1874.

« La France, écrivait-il, est un pays où il se fait des épargnes annuelles dans « des proportions considérables; elle n'a cessé d'en faire au milieu de ses malheurs « que pendant un temps très court et encore pendant cet espace de temps l'arrêt « des épargnes n'a-t-il pas été général. »

« C'est encore la même constatation que chacun de nous peut faire aujourd'hui.

Le rôle de la statistique. — Travaux à faire. — Courage et confiance.

« Mes chers Collègues, dans cette exposition et de chiffres et de faits, je suis resté strictement dans le cadre que je m'étais tracé pour cette communication, sans entrer dans l'examen des multiples questions économiques, financières, sociales, commerciales et industrielles que la guerre a soulevées et que l'après-guerre accroîtra encore.

« Nous sommes ici à la Société de Statistique et ce sont surtout des questions de statistique dont nous nous occupons. J'espère avoir montré dans ce four-

---

(1) Voir nos rapports à l'Institut international de Statistique.

(2) Voir nos *Finances contemporaines*, t. VII, p. 113. Documents parlementaires. Rapport Pelletan, n° 1031; rapport J. Roche, n° 3176, p. 9.

(3) Le rachat du chemin de fer, décembre 1881.

(4) Rapport J. Roche sur le budget de 1885

(5) *Grande Revue.*

millement de milliards comment le Trésor se les était procurés et comment et par qui ils lui avaient été fournis. Les études à faire. les problèmes à résoudre, les questions de statistique à élucider seront plus que jamais nombreuses et nécessaires. L'œuvre des économistes et des statisticiens commence, ai-je dit à plusieurs reprises.

« Les statistiques à compléter, à renouveler, à créer même, sur nos budgets, nos impôts, nos emprunts, devront donner lieu à de nombreux travaux.

« De même pour nos finances communales, départementales.

« Les statistiques successorales, celles de l'impôt sur le ou les revenus, doivent être remaniées, refondues, présentées sous d'autres formes. Les statistiques sur le montant des capitaux, les émissions, les introductions, les bilans, les sociétés par actions, sur la production et la consommation, sur les prix des marchandises, sur les changes, etc., devront être remaniées ou créées ou présentées sous d'autres formes. La statistique devrait permettre à tout citoyen de voir clair dans la situation budgétaire, commerciale, financière de la nation. Notre bien cher et regretté ami, Adolphe Coste, était dans le vrai quand il réclamait l'établissement annuel d'un véritable bilan national qu'il aurait suffi chaque année de mettre à jour.

« Il y a tout un programme de travaux anciens qu'il conviendra de mettre à jour et tout un programme de statistiques nouvelles à établir. Quelles que soient les difficultés de la tâche qui s'impose et s'imposera à chacun de nous, nous ne devons avoir aujourd'hui qu'une seule pensée : la victoire finale, libératrice, compensatrice, due au courage, à l'abnégation de nos chers soldats et de nos Alliés; tous aussi, nous devons conserver intacte notre confiance dans notre cher pays.

« Courage et confiance, patience, dirai-je en terminant, comme je l'écrivais au début de la guerre en recommandant la création des bons de la Défense nationale.

« La France redeviendra plus belle et plus glorieuse et plus puissante que jamais. Elle a subi et supporte des charges et des pertes énormes, mais son honneur et sa gloire rayonnent dans le monde. L'honneur de notre pays, c'est la fidélité à ses engagements, c'est le respect des contrats, c'est la défense du droit et de la justice. La France n'a failli à aucun de ses devoirs et n'y faillira pas, aussi dures qu'aient été, que soient et que puissent être ses épreuves. C'est l'accomplissement de ces devoirs qui assurera son relèvement, sa prospérité, son avenir; c'est ce qui fait et maintiendra la force de son crédit et la confiance qu'il inspire et mérite d'inspirer. »

M. le Président remercie M. Neymarck de sa très intéressante communication et propose d'en remettre ultérieurement la discussion en raison de l'heure avancée et de l'importance du sujet; il signale plusieurs points à discuter et notamment la provenance des milliards de la guerre.

M. Yves-Guyot pense qu'on pourrait discuter le travail de M. Neymarck le mois prochain.

M. le Président remet à deux mois la discussion afin que la communication de M. Neymarck ait pu paraître dans le Journal, et il ajoute que l'on se bornera d'abord à rechercher la source des milliards de la guerre dans une prochaine séance.

La séance est levée à 19h 15.

Le Secrétaire général,
A. Barriol.

Le Président,
E. d'Eichthal.

II

Annexe A au Procès-Verbal de la séance du 20 février 1918

RAPPORT DU TRÉSORIER

SUR

LES COMPTES DE L'ANNÉE 1917

LA SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE DE STATISTIQUE DE PARIS

ET

LE BUDGET POUR L'EXERCICE 1918

CHERS COLLÈGUES,

Ce rapport, tout en présentant les indications essentielles, sera aussi bref que possible.

Cette brièveté est un devoir strict pour le trésorier, qui doit être plus économe que tout autre des deniers de la Société et doit ainsi répondre aux préoccupations et aux efforts de notre cher secrétaire général qui, en présence de l'augmentation constante et certainement excessive de toutes choses, cherche les moyens de réduire par des dispositions spéciales l'étendue matérielle de notre Journal et par suite de ses frais d'impression, tout en lui conservant précieusement toute sa valeur documentaire et scientifique, car il est la partie essentielle et durable de la Société, son moyen d'action, sa force, et l'on peut dire sa parole et son âme — toutes choses auxquelles chacun de nous tient avant tout et surtout.

La tâche que nous avons à remplir aujourd'hui au sujet des explications sur les comptes et le budget est restreinte au surplus, puisque vous en avez les éléments sous les yeux.

Au premier rang des recettes, ce que nous disons de l'intérêt qui s'attache à notre Société s'applique à ses membres sociétaires et autres, et se voit tout d'abord par le montant même des cotisations versées qui, loin de fléchir par suite des graves événements que notre pays traverse courageusement, se maintient constamment. Elles sont même avec 4.403 francs un peu plus élevées que les deux années précédentes, où elles ont été de 4.245 et 4.182 francs. Merci à chacun.

Les abonnements au Journal, qui n'ont été que de 825 francs en 1916, ont été de 1.037f 50, somme notablement inférieure aux souscriptions antérieures variant de 1.440 à 1.527 francs. Les difficultés de correspondance par suite des

hostilités dans toute l'Europe et au delà sont la cause de cette différence certainement temporaire.

Les revenus des valeurs formant le patrimoine de la Société se maintiennent avec un très léger amoindrissement résultant des impôts nouveaux ou augmentés. Puissions-nous voir le niveau actuel se maintenir.

Ce qui est particulièrement réconfortant, ce sont les subventions qui sont maintenues cette année à leur taux de 3.300 francs; sans elles, l'avenir s'assombrirait; par elles, il resplendit et nous permet d'assurer nos services, qui seraient compromis par leur fléchissement.

Elles démontrent, en outre, l'intérêt, dont nous devons être fiers et reconnaissants, des Pouvoirs publics à nos travaux.

En 1916, un surcroît de 1.200 francs s'était présenté par la réunion de deux allocations annuelles du ministère de l'Agriculture. Il n'y a donc pas amoindrissement cette année, mais régularisation.

A ces ressources, s'ajoute le revenu annuel distinct des legs Coste et Mercet, constitué par la générosité de ces collègues, dont le souvenir nous reste cher.

En somme, nos recettes — 15.096f 06 au total — se sont maintenues, malgré les événements, à leur niveau habituel.

Il n'en est pas de même — et il ne pouvait pas en être de même — pour les dépenses.

Nous connaissons tous par expérience personnelle, l'élévation, la surélévation pour parler plus exactement, des prix de toutes les choses nécessaires à la vie quotidienne personnelle, familiale, — administrative et publique.

La Société ne pouvait donc pas en être affranchie. Mais ajoutons aussitôt que nul dommage financier sérieux ne s'est produit.

Les frais d'administration, de poste et autres s'en sont donc ressentis, mais tout en restant dans la limite du crédit inscrit.

Il en est de même de la bibliothèque qui n'a comporté que de modestes indemnités de service ordinaires.

Mais les impressions se sont forcément accrues : la somme inscrite comme réglée en 1917 comprend 1.343f 04 au sujet du numéro de décembre 1916, resté non acquitté d'une part par une production inévitablement tardive, forcément extra-annuelle, de la créance et, d'autre part, pour éviter un poids final trop lourd à l'exercice précédent.

Pour montrer l'équilibre dans les impressions établi cette année, nous signalerons que les frais du Journal ont été de 7.245f40, alors que précédemment, en 1914, c'est-à-dire avant les effets de la guerre sur les prix de main-d'œuvre, de papier, d'impression, ils ont été presque équivalents avec 6.745f 91, et se sont élevés en 1915 et 1916, avec des tarifs moindres qu'en 1917, à 8.353f 96 et 8.841f 49 — et encore qu'il ne reste cette année que 600 francs en chiffre rond à l'état de créance, pour les travaux exécutés pendant le dernier mois de l'exercice écoulé.

On doit, il nous semble, se montrer satisfait d'une telle situation, malgré les charges extrêmes qui se sont produites.

Au total, les dépenses se sont chiffrées à 15.481f 17.

Enfin, nous avons été heureux de pouvoir souscrire pour la troisième fois à l'Emprunt pour la Défense nationale, en employant ainsi un capital de 1.715

francs pour obtenir un titre de 100 francs de rente 4%. La Société tenait à honneur, comme les fois précédentes, d'accomplir son devoir et elle l'a rempli d'élan et de tout cœur.

BUDGET

Le budget pour l'exercice 1918 devait forcément présenter des différences avec celui de l'année précédente par suite des augmentations des prix qui se développent progressivement, pour tous travaux et toutes choses, même les plus dissemblables qui sembleraient ne présenter aucune corrélation, mais qui créent des complications divisant et multipliant les opérations jusqu'ici les plus simples et les plus faciles.

La prévision pour l'ensemble des frais d'administration qui était de 3.550 francs et remonte à 1914 et au delà, a été fixée à 3.820 francs pour 1918, soit une différence de 270 francs représentant seulement 7% du montant inscrit.

L'impression du Journal, honoraires de rédaction compris, est élevée de 7.250 à 7.550 francs, appréciation faite des réductions et économies qui peuvent être faites dans le courant du service, ainsi qu'il a été dit plus haut au sujet des impressions de 1917 et sans préjudicier à la publication des études, comptes rendus et travaux présentant de l'intérêt.

D'ailleurs, si une publication importante imprévue se présentait utilement, la seconde partie du budget contient une réserve dont le reliquat se reporte d'année en année en s'amoindrissant, mais qui permettrait d'y faire face, sous la condition d'apporter les plus grands ménagements dans son emploi.

L'annuaire est inscrit d'une manière équivalente à la dépense effectuée à son sujet en 1917.

Il en est de même pour la bibliothèque.

Quant aux prévisions budgétaires des recettes, nous croyons pouvoir les maintenir dans leurs chiffres respectifs, d'après les indications mêmes que nous avons données dans les comptes de 1917.

Ainsi, paraissent devoir être présentés les comptes et le budget qui vous sont soumis.

Paris, le 14 février 1918.

Le Trésorier,
P. MATRAT.

Annexe B au Procès-Verbal de la séance du 20 février 1918

RAPPORT PRÉSENTÉ

AU NOM DE LA

COMMISSION DES FONDS ET ARCHIVES (1)

PAR M. G. DELAMOTTE

VICE-PRÉSIDENT

A la séance du 20 février 1918

MESSIEURS ET CHERS COLLÈGUES,

J'ai l'honneur de vous présenter, au nom de la Commission des Fonds et Archives, le rapport sur les comptes de l'exercice 1917, le bilan au 31 décembre 1917 et le budget de prévision pour 1918.

La Commission a vérifié la situation de la caisse et s'est fait représenter les récépissés de dépôt des titres ainsi que les carnets des comptes courants avec le Crédit Foncier de France et le Comptoir national d'Escompte. Elle n'a pu que constater, une fois de plus, la régularité de la comptabilité et le soin minutieux avec lequel notre dévoué trésorier s'acquitte de ses fonctions.

Les tableaux qui vous ont été distribués vous renseignent parfaitement sur notre situation financière. Je me bornerai donc à quelques observations.

I. COMPTES DE 1917

Il n'existe qu'un écart insignifiant (22f 06) entre les recettes prévues pour cet exercice (15.054 francs) et les recettes effectives (15.076f 06). Les recettes provenant du Journal ont été inférieures de 402f 50 aux prévisions; en revanche, les cotisations ont présenté une plus-value de 203 francs et les annuités pour rachats de cotisations une plus-value de 300 francs.

L'écart entre les prévisions de dépenses (12.500 francs) et les dépenses effectives (15.481f 17) n'est pas inférieur, au contraire, à 2.981f 17; il porte pour 2.673f 04 sur les frais d'impression, d'envoi et de rédaction du Journal, et pour 492f 35 sur les frais extraordinaires. Le rapport détaillé qui vous a été lu par M. Matrat vous a fait connaître pourquoi ces deux chefs de dépense avaient été particulièrement élevés en 1917. Les sérieux efforts qui ont été faits pour maintenir dans ses limites anciennes le coût de notre publication, tout en conservant à celle-ci son intérêt, n'ont pu compenser les effets de la hausse énorme du prix du papier et des salaires.

(1) Cette commission était composée de MM. d'Eichthal, président, Neymarck, ancien président, Meuriot et Delamotte, vice-présidents, Barriol, secrétaire général.

II. BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1917

L'actif comprend :

En caisse et dépôts en compte courant au 31 décembre 1917	2.778f 96
Valeurs en portefeuille	166.293 96
Total.	169.072f 92

Ce dernier chiffre présente, par rapport à celui de l'année précédente une diminution de 405f 11 correspondant à l'excédent des dépenses sur les recettes de l'exercice 1917, sensiblement inférieure toutefois à l'accroissement des dépenses de 1917 par rapport à 1916, soit 1.776f 03. Depuis 1909, le capital de notre Société avait toujours été en augmentant d'année en année; c'est la première fois depuis cette date qu'il éprouve une diminution; mais cette diminution est peu considérable. Combien de sociétés et de particuliers ont dû recourir à des prélèvements autrement importants sur leur capital pour faire face aux nécessités de toutes sortes qui résultent de la terrible crise que nous traversons !

Les titres que vous possédez sont toujours portés à l'actif du bilan pour leur prix d'acquisition. Malgré la dépréciation actuelle de la plupart des valeurs, il ne semble pas, étant donnée la nature de notre Société, qu'il convienne, du moins pour le moment, de procéder à une réévaluation du portefeuille sur des bases nouvelles.

III. BUDGET DE PRÉVISION POUR 1918

Le budget de prévision est présenté en équilibre comme les années précédentes.

Les recettes sont prévues pour 15.056 francs, chiffre égal à très peu de chose près aux prévisions pour 1917 (15.054 francs) et aux recettes effectives de 1917 (15.076 francs). Elles ne paraissent comporter aucune observation.

En ce qui concerne les dépenses, les frais d'impression (rédaction et envois) du Journal sont prévus pour 7.550 francs contre 7.250 francs au budget de prévision pour 1917. Un supplément éventuel de 1.000 francs est inscrit pour le même objet à la deuxième partie du budget. On remarquera que ces frais ont été en réalité sensiblement plus élevés pendant les deux dernières années (8.841 francs en 1916 et 9.923 francs en 1917), malgré les efforts de compression auxquels il a été fait allusion plus haut. Peut-être penserez-vous que cette constatation est de nature à nous amener à la recherche d'un supplément de ressources? Je crois savoir que ceux qui ont en main la gestion de notre Société se préoccupent de cette question.

Le Rapporteur,

DELAMOTTE.

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1917

ACTIF

ESPÈCES

En caisse	983f 04	
Au Crédit Foncier de France	111 85	2778f 96
Au Comptoir National d'Escompte	1 684 07	

PORTEFEUILLE

(PRIX D'ACHAT)

1° Titres sans affectation spéciale

A. *Déposés au Crédit Foncier :*				
100 fr. de rente 5 °/₀ de l'emprunt de 1915 pour la Défense nationale (Certificat nominatif de la souscription) [Récépissé n° 10 981 437]				1745f »
204 fr. de rente 3 °/₀ (résultant de la conversion de 306 fr. de rente 4 1/2 °/₀ réduits à 238 fr. de rente 3 1/2 °/₀). [Récépisse n° 126913]	7163f »			
70 obligations foncières 3 °/₀ 1883 (Récépissés nos 263990, 275268 et 995736)	29317 90			
4 obligations communales 2,60 °/₀ 1892 (Récépissé n° 275269) [Nos des obligations à lots 164789 à 164792]	2014 65			
1/4 obligation Ville de Paris 2 °/₀ 1898 (Récépissé n° 314960) [N° de l'obligation a lots 557760 2e quart]	111 03			
3 obligations chemin de fer du Sud de la France 3 °/₀ (Récépissé n° 297568)	1400 85			
26 obligations du gouvernement général de l'Indo-Chine 3 1/2 °/₀ 1898 (Récépissés nos 322939 et 406536)	13039 15			
25 obligations des chemins de fer de l'Indo-Chine et du Yunnan 3 °/₀ (Récépissé n° 409390)	11020 80		64067f 38	93587 38
30 obligations chemins de fer P.-L.-M. (fusion) 3 °/₀ anciennes (Récépissé n° 620607)	12926 »			
20 obligations chemins de fer de Paris à Orléans 3 °/₀ nouvelles (Récépissé n° 620608)	8620 »		21546 »	
18 obligations chemin de fer Paris à Orléans 3 °/₀ nouvelles (Récépissé n° 741565)		7974 »		
2 obligations chemins de fer de Paris à Orléans 3 °/₀ nouvelles (Récépissé n° 789486)		860 20		
3 obligations chemins de fer P.-L.-M. 3 °/₀ (fusion) nouvelles (Récépissé n° 789485)		1285 75		2936 49
2 obligations Ville de Paris 3 °/₀ emprunt 1910, libérées (nos des obligations à lots 517517 et 517522) [Récépissé n° 849461]		790 54		
4 obligations Foncières 3 °/₀ 1883 (Récépissé n° 823295)				1685 »
3 obligations chemins de fer P.-L.-M. 3 °/₀ (fusion) nouvelles (Récépissé n° 916459)				1228 80
B. *Déposés au Comptoir National d'Escompte de Paris :*				
2 obligations du chemin de fer de l'Est Algérien 3 °/₀ (Récépissé n° 501926)		852f 80		1290 80
1 obligation Foncière 3 °/₀ 1883 (Récépissé n° 427725)		438 »		
MONTANT des titres ci-dessus				102473f 47
TOTAL des titres ci-dessus et des espèces . . *A reporter* . . .				105252f 43

ACTIF (*Suite*)

Report		105252f 43

2° Titres affectés à la représentation des legs suivants

C. *Déposés au Crédit Foncier :*

Legs Bourdin : 36 fr. de rente 3 °/₀ (Récépissé n° 172226). . .	997f 60	
Legs Bresson : 25 fr. de rente 3 °/₀ (Récépisse n° 670765) . . .	805 »	
Legs Hancock : 7 obligations chemins de fer P.-L.-M. (fusion) 3 °/₀ nouvelles (Récépisse n° 789485).	2989 »	5791 60
Legs Levasseur : 33 fr. de rente 3 °/₀ (Récépissé n° 743712) .	1000 »	

D. *Deposés au Comptoir National d'Escompte de Paris :*

Legs Coste : 98 obligations du chemin de fer de l'Est Algérien 3 °/₀ (Récépissé 501926)	41789 »	50111 »
Legs Mercet : 19 obligations Foncières 3 °/₀ 1883 (Récépissé n° 427725)	8322 »	

3° Titres d'arrérages du legs Coste en compte courant

E. *Deposes au Comptoir National d'Escompte de Paris :*

1 obligation chemins de fer P.-L.-M. 3 °/₀ (fusion) nouvelles (Récépissé n° 732507)	366 09	
1 obligation semblable (Récépisse n° 1055831)	338 45	
3 obligations semblables (Récépissé n° 504246)	1283 40	
6 obligations semblables (Récépissé n° 721551).	2464 95	7917 89
Titre de 100 fr. de rente 5 °/₀ de l'Emprunt 1916 pour la Défense nationale (Certificat nominatif de la souscription) . .	1750 »	
Titre de 100 fr. de rente 4 °/₀ de l'Emprunt 1917 pour la Défense nationale (Certificat de la souscription).	1715 «	

DIVERS

Bibliothèque :

Pour mémoire.	Valeur des livres.		» »
	Numéros du Journal en magasin.		» »
	TOTAL DE L'ACTIF.		169072f 92

PASSIF

Capital des legs suivants

Legs Bourdin	997f 60	
Legs Bresson	805 »	
Legs Coste	41934 75	56197f 35
Legs Mercet.	8460 »	
Legs Hancock	3000 »	
Legs Levasseur	1000 »	
Réserve sur cotisations rachetées (1)		30367 13
Fonds sans affectation spéciale, dont 22000 fr. provenant de l'attribution faite a la Société de Statistique, sur le legs fait à l'État par M. Giffard, et 20580f 32 montant de l'indemnité des assurances pour l'incendie des collections du Journal de la Société		71267 48
Cotisations en cours de rachat (Reçu 22 annuités de 60 fr.). . . .		1320 »
Provision pour médaille Bourdin		180 »
Comptes courants des legs Coste et Mercet:		
Legs Coste : Titres d'arrérages disponibles.	7917 89	8449 76
— Fonds d'arrérages disponibles	531 87	
Legs Mercet: Fonds d'arrérages disponibles		1291 20
TOTAL DU PASSIF.		169072f 92

(1) Cette réserve s'est reduite en 1917 par suite du décès d'un membre inscrit a cette réserve et augmentée par l'inscription de quatre membres ayant rachete leurs cotisations.

COMPTES DE 1917

RECETTES

Espèces au 1er janvier 1917 :

En caisse	111f 06	
Au Crédit Foncier	900 29	4899f 07
Au Comptoir National d'Escompte	3887 72	

1re Partie

Recettes effectuées pendant l'année pour le service courant

Cotisations : Membres titulaires	4225f »	4403f »
— Membres correspondants	178 »	
Journal : Abonnements et vente de numéros		1037 50
Interêts non réserves sur les titres du portefeuille général, sur ceux des legs Bresson, Hancock et Levasseur, sur les fonds au Crédit Foncier, et divers		3506 46
Subventions reçues en 1917 :		
Ville de Paris : annee 1916	1000 »	
Conseil général de la Seine : 1916	500 »	
Ministère de l'Agriculture : 1917	1200 »	3360 »
Ministère de l'Instruction publique : 1917	300 »	
Ministère du Travail et de la Prevoyance sociale : 1917	360 »	
Recettes effectuees en 1917 (1re partie)		12306f 96

2e Partie

Recettes spéciales et Règlements d'ordre

Annuites : 13 annuites de 60 fr. pour rachats successifs de cotisations		780f »
Legs Mercet: Reçu net en 1917 en compte courant au Comptoir d'Escompte	285f »	1953 10
Legs Coste: Reçu net en 1917 en compte courant au Comptoir d'Escompte	1668 10	
Legs Bourdin : Interêts de ce legs en 1917 inscrits en provision pour la medaille		36 »
Recettes spéciales de la 2e partie		2769f 10
Total de la 1re et de la 2e partie		15076f 06
Total general		19975f 13

COMPTES DE 1917

DÉPENSES

1re Partie

Paiements effectués pendant l'année pour le service courant

Administration :		
Secretariat general, correspondance, frais de bureau, etc.	1765f65	
Frais de convocations	352 70	3345f85
Tresorerie et archives, frais de recouvrement, correspondance, etc.	1227 50	
Loyer : paye en 1917		1000 80
Journal : Impression et frais d'envoi. { Reliquat de decembre 1916. .	1343 04	
{ Courant de 1917.	7345 40	9923 04
— Redaction en 1917. tableaux et graphiques	1234 60	
Annuaire : Impression et envoi.		319 13
Bibliotheque		
Allocations mensuelles au bibliothecaire	300 »	350 »
Reliures, imprimes et accessoires	50 »	
Frais extraordinaires et de representation.		542 35
Depenses reglees en 1917 (1re partie).		15481f17

2e Partie

Dépenses spéciales, placements et règlements d'ordre

Souscription à 100 fr. de rente 4 % de l'emprunt 1917 de la Defense nationale	1715f »
Total de la 1re et de la 2e partie.	17196f17

Espèces au 31 décembre 1917

En caisse.	983f04	
Au Crédit Foncier	111 85	2778f96
Au Comptoir National d'Escompte.	1684 07	
Total général egal.		19975f13

SOCIÉTÉ
DE STATISTIQUE
DE PARIS

RELEVÉ COMPARATIF QUINQUENNAL DES RECETTES ET DÉPENSES DE DIVERS CHAPITRES

Situation au 31 décembre des années 1913 à 1917

DÉSIGNATIONS	1913	1914 [8]	1915 [8]	1916 [8]	1917 [8]
Recettes du service courant :					
Cotisations encaissées	5 050 »	5 018 »	4 182 » [11]	4 245 » [11]	4 403 » [11]
Abonnements et vente du Journal [1]	1 527,75 [1]	1 458 »	1 442 »	825 » [7]	1 037,50
Revenus des valeurs	3 453,32	3 481 »	3 457,54	3 587,22	3 506,46
Subventions [2]	3 360 »	2 160 »	3 060 »	4 560 »	3 360 »
TOTAL du service courant	13 391,07	12 117 »	12 141,54	13 167,22	12 306,96
Recettes spéciales :					
Annuités pour rachats de cotisations	1 320 » [3]	840 »	480 »	1 080 » [3]	780 »
Revenus des legs	2 047,68	1 679,82	2 012 »	1 917,36	1 953,10
Recettes exceptionnelles	» »	98,30 [9]	» »	491,41 [20]	36 »
TOTAL général des recettes	16 758,75	14 735,12	14 633,54	16 655,99	15 076,06
Dépenses du service courant :					
Administration, assemblées, recouvrements, etc.	3 362,30	3 477,20	3 357,70	3 236,60	3 345,85
Loyer	1 000 »	750 »	1 000,80	1 000,80	1 000,80
Journal (impression, graphiques, rédaction, etc.) [4]	9 191,51	6 745,91	8 353,96	8 841,49	9 923,04 [6]
Annuaire	276,40	300,50	267,65	268,16	319,13
Bibliothèque	281,15	319,05	305,75	358,15	350 »
Dépenses extraordinaires	174,95	111,85 [8]	» »	» »	542,35
TOTAL du service courant	14 286,31	11 704,51	13 285,86	13 705,14	15 481,17
Dépenses spéciales	960,55 [5]	2 000 » [10]	1 745 » [12]	2 088,45 [12]	1 715 » [12]
TOTAUX	15 246.86	13 704.51	15 030.86	15 793,59	17 196,17

Suite du Relevé comparatif quinquennal des années 1913 à 1917

Situation :					
Valeurs en portefeuille [6]	161 335,22	161 236,92 [9]	162 981,92	164 578,96	166 293,96
En caisse et dépôts	3 403,38	4 433,99	4 036,67	4 899,07	2 778,96
TOTAUX	164 738,60	165 670,91	167 018,59	169 478,03	169 072,92
Nombre des Membres au 31 décembre :					
Membre d'honneur	1	1	1	1	1
Membres à vie	102	106	100	98	94
Membres titulaires non rachetés	236	239	234	243	252
Membres honoraires associés	70	70	52	52	52
Membres correspondants	32	31	32	30	29
TOTAUX	441	447	419	424	428

1. Presque exclusivement par abonnements. Vente de numéros détachés variant de 37 à 68 fr. au total.
2. La subvention du ministère de l'Agriculture de 1 200 fr. en 1914, a été concédée en 1915 seulement. — En outre, les subventions n'ont pas toujours été payées pendant les années auxquelles elles se rapportaient. La subvention de 1 000 fr., en 1914, de la Ville de Paris, et celle du Conseil général de la Seine, de 500 fr. en 1914, n'ont été mandatées qu'en 1915.
3. Rachats de cotisations plus nombreux : 4 rachats complets et 17 annuités en 1910 ; 2 rachats complets et 15 annuités en 1911 ; 2 rachats complets et 17 annuités en 1912 et 1913, 14 annuités en 1914, 8 seulement en 1915.
4. Feuilles en plus pour l'impression du Journal en 1913. Réduction du Journal en 1914 par suite de la guerre. — Augmentation du prix d'impression par suite de la guerre et compris en 1917 un reliquat d'impression de 1 343f50 de 1916.
5. Médaille de Foville en 1914.
6. Portefeuille déposé au Crédit Foncier et au Comptoir National d'Escompte de Paris.
7. Réduction du nombre des abonnements au Journal de la Société en 1916, par suite de la guerre.
8. Par suite de la guerre, et de l'envoi de leurs archives en province, le Crédit Foncier et le Comptoir National d'escompte n'ont pas pu indiquer à temps pour les comptes les détails exacts de leurs encaissements des revenus des valeurs en dépôt dans leurs caisses. Il y a été suppléé par des évaluations approximatives très strictes.
9. Bonification sur une obligation foncière remboursée et remplacée par une semblable. — Légère réduction du portefeuille en 1914 par suite de ce remboursement.
10. Contribution de la Société en 1914 pour la formation du Bureau permanent de l'Institut international de Statistique.
11. Cotisations non réalisées, en partie seulement, par suite de la guerre, des mobilisations de sociétaires et de l'interruption des relations avec diverses contrées.
12. Souscription à l'emprunt de 1915, à l'emprunt de la Défense nationale (100 fr. de rente 5 %, 1 745 fr.) — (100 fr. de rente 5 % en 1916, 1 750 fr.) — En 1916 amortissement d'une obligation P.-L.-M. 3 % (491 fr. 41) remplacée par une obligation semblable (338 fr. 45) — et souscription en 1917 au 3e emprunt de la Défense nationale.

Le Trésorier, **Paul MATRAT**

BUDGET DE PRÉVISION POUR 1918

RECETTES

1re Partie

Cotisations		4200f »
Journal : abonnements et ventes		1440 »
Revenus des titres du portefeuille et des comptes courants au Credit Foncier et au Comptoir National d'Escompte		3500 »
Subventions :		
Ville de Paris	1000f »	
Ministere de l'Agriculture	1200 »	
Ministere de l'Instruction publique (abonn au Journal)	300 »	
Ministere des Travaux publics	Mémoire	3360 »
Conseil général de la Seine	500f »	
Ministere du Travail et de la Prevoyance (abon au Journ)	360 »	

2e Partie

8 annuités en 1917 pr rachats de cotisations en cours	480 »
Revenus du legs Coste	1600 »
— Mercet	280 »
— Bourdin	36 »
— Bresson	25 »
— Hancok	100 »
— Levasseur	35 »
TOTAL	15056f »

DÉPENSES

1re Partie

Administration :		
Secrétariat général, frais de bureau, correspondance, etc	2000f »	3820f »
Frais de convocations	450 »	
Tresorerie, archives, frais de recouvrement	1370 »	
Loyer :		
Salles des reunions et bibliothèque		1000 »
Journal :		
Impression et envoi	6000 »	7550 »
Rédaction	1400 »	
Graphiques	150 »	
Annuaire :		
Impression et envoi		320 »
Bibliotheque :		
Livres, reliures et frais divers		350 »
Dépenses diverses :		
Frais extraordinaires et de représentation		50 »

2e Partie

Supplément éventuel d'impression pour l'extension du journal : Le journal	1000 »
Reserve des annuites ci-contre	480 »
— des revenus du legs Bourdin pour sa medaille	36 »
— des revenus des divers legs pour les prix et publications concernant ces legs, dépenses imputables et frais s'y rapportant	450 »
TOTAL	15056f »

Le Trésorier,

Paul MATRAT.